

Gestion de la menace pour le sionisme : JFK, RFK et Fulbright

En 1962, le sénateur William Fulbright de l'Arkansas, président de la Commission des relations étrangères, organisait des auditions pour s'assurer que le Conseil sioniste américain - créé par l'Agence juive - était enregistré comme agent d'un gouvernement étranger. JFK était alors Président et son frère Robert, Attorney General (ministre de la Justice). Edward (« Ted ») Kennedy fut élu au Sénat la même année, occupant le siège de son frère Jack. En octobre 1963, le Département de la Justice - dirigé par Robert Kennedy - exigeait que le Conseil soit enregistré comme agent de l'étranger.

Après l'assassinat de Kennedy, en novembre 1963, Nicholas Katzenbach succéda à RFK comme Attorney General pour le Président Lyndon Johnson. Pour éviter l'enregistrement, le Conseil sioniste s'est métamorphosé en Comité aux Affaires publiques israélo-américaines (AIPAC). Cette organisation de tutelle - toujours camouflée en un lobby intérieur - continue de coordonner les efforts de dizaines d'organisations soutenant un environnement politique américain favorable à une nation étrangère.

Les frères Kennedy partageaient une idée peu connue, ils étaient certains qu'Israël exerçait une influence politique à travers les orientations politiques des partis. Dans les dernières semaines de sa campagne présidentielle de 1960, le candidat Kennedy s'était rendu à New York pour rechercher un soutien financier auprès des principaux hommes d'affaires juifs. A son retour à Washington, il a appelé son vieil ami Charlie Bartlett qui avait présenté Jack à Jackie.

D'après Bartlett, Kennedy était furieux contre ceux qu'il avait rencontrés à Manhattan et qui lui avaient assuré que les fonds dont il avait besoin étaient disponibles mais seulement s'il leur confiait l'élaboration de la politique US pour le Moyen-Orient. Avec son frère « Bobby », responsable de la stratégie de sa campagne, cette expérience leur est venue sans aucun doute à l'esprit quand, en 1963, JFK a confirmé qu'Israël - tout en se présentant lui-même comme un allié des USA - lui avait menti à plusieurs reprises à propos de son développement de l'arme nucléaire.



Israël contre les Kennedy

En pleine guerre impopulaire du Vietnam, Robert Kennedy est réapparu pour remettre en cause la politique du Texan qui avait remplacé son frère en tant que Président, en 1963. Personne ne sait avec certitude si, en tant que Président, RFK aurait gardé la position de JFK sur l'arsenal nucléaire de l'Etat sioniste. Ni s'il aurait réitéré la même exigence pour que le lobby d'Israël soit enregistré comme agent d'un gouvernement étranger.

Quand la seconde menace Kennedy fut éliminée par un nouvel assassinat, en juin 1968, Tel-Aviv a bien accueilli Richard Nixon à la Maison-Blanche, lequel a suivi une politique « ambiguë » stratégiquement essentielle pour Israël sur les armes nucléaires. John Mitchell, ministre de la Justice de Nixon, avait été associé dans le cabinet d'avocats de New York (Mudge, Rose, Guthrie & Alexander) que Nixon avait rejoint en 1963 après ses tentatives ratées pour être élu Président, perdant devant JFK en 1960, et gouverneur de Californie, deux années plus tard. En l'honneur de l'élection de Nixon, le cabinet à dominante juive fut rebaptisé Nixon, Mudge, Rose, Guthrie & Alexander.

En 1973, cinq ans après la mort de RFK, le sénateur Fulbright pouvait annoncer avec certitude qu'« Israël contrôlait le Sénat des Etats-Unis ». En 1974, il était remplacé au Sénat. La journaliste Helen Thomas suivait alors Nixon, l'un des dix présidents de sa longue carrière en tant que correspondante de la Maison-Blanche. Lors de la première conférence de presse d'Obama, elle a cherché à lever l'ambiguïté et à savoir qui représentait une menace nucléaire dans la région. Sa question posée au nouveau Commandant en chef : quelle nation au Moyen-Orient possède l'arme nucléaire ?

En réponse, Barack Obama, de Chicago, a fait le « pas de deux de Tel-Aviv ». Plutôt que de répondre à la question, il a parlé de la nécessité de la non prolifération et du désarmement nucléaires. Jamais depuis, Thomas n'a été autorisée à poser une autre question. A la place, elle a été soumise à un barrage méprisant d'attaques personnelles par les journalistes télé et radio pro-sionistes qui cherchaient à faire croire que c'était elle - et non la réponse à sa question - le problème.

A toute occasion, Tel Aviv soutient que le programme nucléaire de Téhéran constitue une menace « existentielle ». Cette affirmation est juste, mais pas pour la raison que le lobby d'Israël voudrait faire croire aux Etats-Unis. Si Israël n'arrive pas à persuader les USA de s'associer à une attaque contre l'Iran (ou de la cautionner), un léger semblant de stabilité pourrait être acquis au Moyen-Orient. Avec la stabilité, viendra alors la possibilité de confirmer la source commune des services de renseignements soudoyés qui ont incité les Etats-Unis à envahir l'Iraq en réaction à l'assassinat massif du 11 Septembre.

Un seul pays avait les moyens, le mobile, l'occasion et, surtout, les services de renseignements stables d'un Etat pour monter une telle supercherie à l'intérieur des USA. Comme ce fait devient évident, une opinion américaine informée insistera pour que ses dirigeants réexaminent la légitimité de l'entreprise sioniste en même temps que les coûts que cette « relation spéciale » a engendrés pour les USA en sang, en fonds publics et en crédibilité durement acquise.

Israël est la véritable menace pour Israël

La menace existentielle pour Israël est réelle, mais elle n'a pas pour origine l'Iran. La véritable menace, c'est la réalité que Tel-Aviv pourrait encore cacher s'il réussissait à provoquer une nouvelle crise dans la région. Cette réalité apporte la confirmation de l'illégitimité de l'entreprise sioniste en tant qu'Etat-nation.

La menace pour Barack Obama pourrait devenir existentielle s'il agissait en conformité avec son serment d'investiture. Pour l'instant, il ne s'est pas montré disposé à affronter les risques que cette alliance étroite avec les extrémistes juifs fait peser sur la sécurité nationale des Etats-Unis et sur les perspectives de paix.

Comme la source de la fourberie qui a incité les Etats-Unis à entrer en guerre devient connue, les Américains vont insister sur la question des responsabilités. Les fanatiques sionistes pourraient choisir un autre cap. Un Massada des temps modernes est une possibilité nucléaire. Avec leur immense arsenal (estimé à entre 200 à 400 ogives), ces extrémistes religieux pourraient prendre les devants de la responsabilisation en provoquant un chaos mondial, tout en accusant les fascistes « islamistes » pour essayer de garder intact de façon vraisemblable leur statut de victimes.

Eliminer la menace existentielle posée par les extrémistes religieux détenteurs de l'arme nucléaire exige que les Etats-Unis - en tant qu'allié principal d'Israël - isolent l'entreprise sioniste, retirent leur reconnaissance d'Israël en tant qu'Etat légitime et reclassent ses partisans comme agents de l'étranger. Ce changement, qui aurait dû intervenir depuis longtemps, dans le statut juridique du lobby d'Israël - tenté déjà en 1962 - permettra une loi relative au maintien de l'ordre, afin de lancer des poursuites contre les agents du lobby pour avoir apporté aide et réconfort à un ennemi intérieur.

Le point central pour la paix au Moyen-Orient, ce ne sont pas ces nations qui n'ont pas d'armes nucléaires mais la seule nation qui en possède. En l'absence de pression extérieure, le comportement israélien ne changera pas.

Ceux qui recherchent la paix dans la région doivent boycotter les exportations israéliennes, se désinvestir des entreprises israéliennes et exiger des sanctions contre Israël, équivalentes à celles qu'Israël veut imposer aux autres. Si on fait moins, il est sûr que les extrémistes sionistes continueront de nous mettre tous en danger.